

Convention collective

IDCC : 8522. – **EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
ET SCIERIES AGRICOLES**

(Pays de la Loire)

(2 juillet 1985)

(Etendue par arrêté du 19 novembre 1986,
Journal officiel du 11 décembre 1986)

AVENANT N° 39 DU 12 MARS 2012

NOR : *AGRS1297173M*

IDCC : 8522

Entre :

L'union régionale des syndicats d'exploitants forestiers et scieurs des Pays de la Loire,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La FSCOPA CFTC ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de la section « Cotisation » de l'article 48 « Régime de prévoyance. – Incapacité, invalidité, décès » de la convention sont modifiées comme suit :

« Cotisation

La gestion du régime de prévoyance est assurée par Agri-Prévoyance, 21 rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

1. Assiette

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés entrant dans le champ d'application du dispositif conventionnel sur la base des rémunérations versées aux salariés concernés, prises en considération pour les cotisations d'assurances sociales, dans la limite du plafond de la sécurité sociale.

2. Répartition des taux

Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies est de 1,35 %, à raison de 0,83 % pour les employeurs et 0,52 % pour les salariés.

La fraction de cotisation destinée à la couverture, d'une part, de la garantie résultant de l'extension à l'agriculture de l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977 relatif à la mensualisation

en cas de maladie et, d'autre part, de l'intégralité des risques accident du travail, est à la charge exclusive de l'employeur.

3. Tableau récapitulatif

Les cotisations telles que fixées à l'accord d'adhésion sont réparties comme suit :

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité temporaire + relais	0,55	0,50	0,05
Invalidité	0,45	0,23	0,22
Décès	0,35	0,10	0,25
Total	1,35	0,83	0,52

Article 2

Les dispositions du présent accord prendront effet le premier jour du trimestre civil suivant celui au cours duquel aura été publié son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Angers, le 12 mars 2012.

(Suivent les signatures.)